



TIANANMEN

quand
l'amnésie
cache
la répression

ACTION DES CHRÉTIENS POUR L'ABOLITION DE LA TORTURE

Cette réédition a pu être imprimée grâce au soutien de M. Pierre Bergé.



PRÉFACE

L'écume de la mémoire

Marc Zarrouati, président d'honneur de l'ACAT-France,
et Marie Holzman, présidente de Solidarité Chine

Pourquoi persister à commémorer le massacre de la place Tiananmen, vingt après ? N'y a-t-il pas là une forme d'obsession morbide et déplacée, qui, en nous arrimant au passé, nous détournerait de la Chine d'aujourd'hui et de son formidable développement ?

Tout est – effectivement – formidablement démesuré en Chine, tout y donne le vertige. Et l'on affecte pourtant parfois une indifférence obscène devant le nombre astronomique de victimes du régime, comme pour se donner l'illusion de conserver un certain sens de la mesure. On renvoie ainsi négligemment des dizaines de millions de morts dans un passé révolu dont il serait de mauvais ton de faire mémoire, un cauchemar ancien qui n'aurait plus rien à nous dire sur la Chine

d'aujourd'hui. Oui, dit-on, la Chine de Mao était un enfer, mais les choses ne sont plus aussi terribles, s'empresse-t-on d'ajouter. Sans comprendre que l'éviction de la mémoire revient à maquiller le présent, à dissimuler l'épaisseur de l'héritage dont il est le légataire obligé. Sans voir que la plaie du totalitarisme suppure encore, affleurant çà et là sous la frénésie capitaliste qui s'est emparée de l'empire du Milieu. Une chape de plomb qui distille l'oubli. Qui dévore les mémoires. Qui brise toute velléité de résistance, comme le récif acéré découpe invariablement l'écume de la vague en son milieu.



Marie Holzman,
présidente de Solidarité Chine

L'effacement délibéré et systématique de tout ce qui s'est passé en 1989 a été efficace : la jeunesse chinoise d'aujourd'hui ignore à peu près tout du massacre qui s'est déroulé sur la place Tiananmen durant cette fameuse nuit du 3 au 4 juin 1989. « *Faire mémoire* » consistera donc pour nous à contribuer à la restauration d'une mémoire disparue, en communion avec les victimes et leurs proches, pour aider la jeunesse chinoise à se donner une mémoire

solide de son passé, parce que c'est seulement en affrontant lucidement la réalité du passé que l'on construit véritablement l'avenir.

Ce travail de mémoire s'inscrit ainsi parfaitement dans la campagne de l'ACAT, une campagne composée d'un réseau serré d'actions qui se succèdent, se renforcent, se complètent et s'appellent l'une l'autre, pour répondre à la puissance par la constance, pour opposer au déchaînement de la force une fidélité sans faille dans la promotion de la justice.

Pourquoi est-il si important de commémorer cette date du 4 juin ? Tant d'autres événements tragiques ont égrené l'histoire de la Chine communiste : le Grand Bond en avant et ses dizaines de millions de morts de faim, la répression des droitiers et ses centaines de milliers d'intellectuels déportés

pour vingt ans dans des camps de travail, la Révolution culturelle et ses massacres par millions... Pourtant, dans nos mémoires, dans la mémoire collective des Chinois de quarante ans et plus, Tiananmen reste un moment douloureux parmi tous. D'abord parce que les revendications exprimées à cette époque rejoignaient le courant de l'histoire mondiale : en Pologne le syndicat



*Marc Zarrouati,
président d'honneur de l'ACAT-France*

Solidarnosc faisait trembler sur ses bases le système communiste de l'Europe de l'Est ; en URSS, Gorbatchev ne parlait plus que d'ouverture et de transparence. Les Chinois, qui venaient de traverser dix années de croissance économique exceptionnelle, voulaient pouvoir enfin accéder au rang de citoyens responsables et écoutés. Durant le mois de mai 1989, la jeunesse chinoise a refait le monde, réclamé la liberté d'expression, la liberté de mouvement, la liberté d'aimer, et a lancé l'idée fondamentale de ce merveilleux printemps : notre demande est rationnelle et pacifique. Des millions de Chinois sont alors descendus dans la rue, de tous les milieux, fonctionnaires, ouvriers, enseignants, infirmiers et même policiers, sont venus défiler en bon ordre devant le portrait de Mao sur la place Tiananmen pour réclamer la fin de la corruption et du népotisme, et pour demander l'ouverture d'un dialogue avec leurs dirigeants. Après quelques milliers d'années de despotisme, les Chinois voulaient cesser d'être des sujets, pour devenir enfin des acteurs. Rationnels et pacifiques.

Ils ne demandaient pas le renversement du système, ni le renvoi de leurs dirigeants. Ils n'ont pas pris les armes, ni lancé de pavés. Ils n'ont pas construit de barricades, tant ils étaient confiants : jamais l'Armée de libération ne tirerait sur eux. Le choc n'en fut que plus grand lorsque les tanks se sont mis en branle pour traverser Pékin et semer la mort autour d'eux. Ce choc résonne encore, en Chine et dans le cœur de tous ceux qui ont cru possible une réforme en douceur dans cette grande puissance en devenir. Au lendemain

du massacre, l'homme fort du régime de l'époque, et le principal instigateur de la répression, Deng Xiaoping, l'avait bien prédit : « *Nous venons d'acheter vingt ans de stabilité.* » Il savait que la leçon serait vite comprise par l'ensemble de la population chinoise : inutile de tenter de participer à la vie politique du pays, car la mort ou la prison serait la seule réponse qu'ils obtiendraient.

Voilà pourquoi la réouverture de ce dossier brûlant est si importante : tant que le pouvoir n'accordera pas aux Chinois le droit de donner leur avis, tant que les dissidents exilés depuis dix-neuf ans ne pourront pas rentrer chez eux, pour poursuivre leur « *longue marche* », tant que la mémoire des victimes ne sera pas honorée comme elle doit l'être, aucune réforme politique digne de ce nom ne pourra voir le jour en Chine.

Nous avons conscience de notre petitesse, mais nous savons aussi que nous sommes porteurs d'une espérance qui ne se dément pas. Le récif brise l'écume en son milieu, mais l'écume est patiente. Elle sait que la multitude coordonnée des lames de fond finira bien par éroder le récif. Et par en adoucir ainsi les aspérités.

INTRODUCTION



Début juin, l'armée entra dans Pékin.

Au printemps 1989, des millions de citoyens descendaient dans les rues de Pékin pour soutenir le mouvement lancé par les étudiants en faveur de réformes politiques et demander la fin de la corruption. Rassemblés sur la place Tiananmen, ils réclamaient un dialogue avec le gouvernement. Le mouvement démocratique fut officiellement qualifié d'« émeute » par le gouvernement et réprimé dans le sang, dans la nuit du 3 au 4 juin.

La Chine, vilipendée à l'époque par les démocraties occidentales, est aujourd'hui courtisée par les dirigeants du monde entier. Acteur économique et politique majeur, le pays est devenu incontournable dans les négociations internationales. La situation des droits de l'Homme en Chine

et la polémique, en 2008, autour de la participation des chefs d'État à la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques n'a pas empêché la Chine d'asseoir un peu plus sa stature internationale. Les partenaires économiques principaux de la Chine continuent à faire campagne auprès des États européens pour lever l'embargo sur les ventes d'armes, décrété au lendemain de la tragédie. Ils affirment que cette page de l'histoire appartient au passé.

Pourtant la répression, déployée en 1989 par le régime, ne s'est jamais arrêtée et reste malheureusement bien actuelle. Une centaine de manifestants, arrêtés en 1989, croupissent toujours en prison. Nombre de dissidents de l'époque sont toujours exilés et ne peuvent rentrer en Chine. Surveillances policières, arrestations et condamnations arbitraires, rééducation par le travail sont le lot quotidien de citoyens qui continuent à se battre pour rétablir la vérité. Ceux-ci demandent la libération des dissidents toujours emprisonnés depuis 1989, et réclament la reconnaissance de la responsabilité du Parti dans la mort des étudiants et des manifestants disparus le 4 juin 1989.

Cependant, à l'approche du vingtième anniversaire de ce drame, le gouvernement est toujours aussi décidé à empêcher toute évocation de ces événements bannis de l'Histoire. En mars 2009, Zhang Shijun, un ancien soldat ayant participé au massacre, a disparu. Il venait d'exprimer publiquement ses regrets et d'adresser une lettre ouverte au président Hu Jintao lui demandant de rétablir la vérité sur le 4 juin. Au même moment, la sécurité publique de Pékin convoquait Jiang Qisheng, un ancien manifestant de 1989, pour le soumettre à un interrogatoire et fouiller son domicile. Un autre dissident, le professeur Sun Wenguang, âgé de soixante-quinze ans, a été agressé, alors qu'il se rendait au cimetière pour commémorer la mémoire des victimes du massacre. Qi Zhiyong, handicapé depuis le 4 juin 1989, a été assigné à résidence le 14 avril pour une période indéterminée. Les familles des victimes de 1989 sont soumises à une stricte surveillance et sont harcelées depuis le début de l'année 2009.

Vingt ans après les événements, cet épisode marquant de l'histoire contemporaine chinoise est toujours un sujet tabou pour les autorités. Le bilan exact des morts et des blessés provoqués par la répression reste secret. L'évènement n'est jamais évoqué dans la presse. Aucun livre d'histoire n'en parle. Les Chinois le nomment entre eux *liu si* (« juin, quatre »), mais la jeune génération n'en comprend pas le sens. L'énergie déployée par le Parti communiste chinois pour censurer et réprimer est presque parvenue à effacer cette période tragique de la mémoire collective en Chine.

L'histoire d'une tragédie

- p. 14** ● Printemps 1989 : la naissance d'un mouvement démocratique
- p. 19** ● 4 juin 1989 : le massacre de Tiananmen

Depuis la fondation de la République populaire de Chine, en 1949, la revendication démocratique est apparue à plusieurs reprises, toujours à la faveur de luttes de pouvoir, lors de la campagne des Cent fleurs (1956-57)⁽¹⁾, de la Révolution culturelle (1966-76)⁽²⁾, ou du mur de la Démocratie (1978-79)⁽³⁾. Ces aspirations à la démocratie ont été systématiquement réprimées. L'utilisation combinée de la violence et de la propagande du Parti communiste a rendu les citoyens amnésiques. Chaque élan démocratique s'est organisé sans bénéficier de l'expérience du passé. Ce fut le cas également des étudiants de 1989.

Encouragés par la libéralisation du régime politique et économique, les étudiants et les intellectuels ont manifesté un espoir de démocratisation au printemps 1989. Mais le massacre de Tiananmen a porté un coup d'arrêt brutal à toute nouvelle revendication démocratique.

1. Lors de la campagne des Cent Fleurs, Mao, pour rétablir son autorité affaiblie sur le Parti et améliorer les relations entre celui-ci et le peuple, avait permis à la population, en particulier aux intellectuels, de critiquer librement le Parti. Le mouvement de contestation s'était vite propagé, réclamant plus de liberté et des progrès économiques. Critiquant la structure et le rôle du Parti, les revendications demandaient également une démocratisation du régime. Le Parti déstabilisé avait réagi par une sévère répression qui aurait fait plusieurs centaines de milliers de victimes.

2. Mao Zedong, écarté des affaires économiques du pays par le Parti, avait repris le pouvoir en incitant la jeunesse à contester le régime. Il avait encouragé à remettre en cause la hiérarchie du Parti. Cette Révolution culturelle avait fait glisser le pays dans la guerre civile et causé la mort de plus de deux millions de personnes.

3. Il s'agissait d'un mur, non loin de la place Tiananmen, qui devint un espace de liberté pendant un an. Des réunions et prises de parole réclamaient une libéralisation du régime. Des affiches murales (dazibao) dénonçaient la situation politique. Le mouvement naissant fut réprimé le 6 décembre 1979.

Printemps 1989 : la naissance d'un mouvement démocratique

Dans les années 1980, le gouvernement décida de réformer le système politique et économique en lançant les Quatre Modernisations (industrie et commerce, éducation, organisation militaire et agriculture) et en ouvrant le pays aux investissements étrangers. La population bénéficia d'une amélioration de ses conditions de vie économiques et sociales.

Le futur mouvement de 1989 est né de cette période. Comme l'écrit un écrivain chinois : « *Les revendications massives ne peuvent se produire que dans des moments de relatif bien-être et non dans des périodes de souffrances intenses* ⁽⁴⁾. » À la fin des années 1980, la politique du gouvernement fut critiquée par les étudiants, les professeurs et les intellectuels, qui, influencés par la politique de transparence et d'ouverture mise en œuvre en URSS, réclamaient la « *cinquième modernisation* », celle de la démocratie et du multipartisme. Mais en 1988, une crise économique et financière s'abattit sur la Chine. Elle conduisit à une inflation effrénée et une augmentation du chômage. Les réformes politiques furent paralysées par les divisions internes du parti communiste. Forte d'une nouvelle liberté acquise lors de la dernière décennie, la population était prête à faire entendre ses revendications.

15 AVRIL : LE DÉCLENCHEMENT DU MOUVEMENT PACIFIQUE

Le décès de Hu Yaobang, ancien secrétaire général du Parti communiste chinois, fut l'élément déclencheur des événements de 1989. Rendu responsable de l'échec économique, Hu Yaobang avait été limogé du Parti communiste en 1987. Considéré comme un réformiste intègre par le peuple, sa mort des suites d'une crise cardiaque, le 15 avril 1989, mit fin aux espoirs de la population chinoise qui comptait sur sa réintégration pour résoudre la crise.

4. Hu Ping, *À quand la démocratie ? Les illusions de la modernisation*, éditions de l'Aube (2005).



« Trois des représentants étudiants se sont agenouillés devant la porte du Grand Palais, tenant leurs revendications les bras tendus pendant plus de trente minutes sans que personne ne daigne ouvrir la porte et prendre la pétition. »
(Entretien avec Cai Chongguo, 6 juillet 2007.)

Les étudiants organisèrent un *sit in* devant le Grand Palais

du peuple ⁽⁵⁾ en réclamant la réintégration politique, à titre posthume, de Hu Yaobang au sein du Parti communiste. Ils demandèrent également la mise en œuvre des réformes bloquées, notamment le respect de la liberté de la presse et la fin de la corruption au sein de la classe dirigeante. Cette pression populaire contraignit les autorités à organiser une cérémonie officielle à la mémoire de Hu Yaobang. Le 22 avril, lors des funérailles, 100 000 étudiants étaient présents sur la place Tiananmen. Cependant, les autres revendications, regroupées sous la forme d'une pétition, furent ignorées par le Parti.

..... 26 ET 27 AVRIL : L'IMPACT DE LA POSITION OFFICIELLE

Le 26 avril, l'éditorial du *Quotidien du peuple*, le journal officiel du Parti, attisa la colère des étudiants. Reprenant la position officielle des dirigeants, les manifestants étaient désignés comme des fauteurs de troubles et des « *contre-révolutionnaires* » opposés au Parti. Cette qualification signait l'illégalité de leur mouvement.

Face à cette réaction du pouvoir, les étudiants décidèrent de s'éloigner des organisations étudiantes officielles, contrôlées par le Parti. Ils fondèrent alors leurs propres associations indépendantes et se choisirent des représentants.

5. Le Grand Palais du peuple correspond à l'assemblée nationale de Chine.

Ayant conscience que le changement ne pouvait venir que de l'intérieur du Parti, ils n'ont jamais cherché à renverser le régime, mais à se constituer en acteurs politiques afin d'instaurer un échange constructif avec le pouvoir en place. Cette volonté de dialogue de la part des étudiants n'a cessé d'exister tout au long des événements du printemps 1989.

Dès le lendemain, le 27 avril, quelque 50 000 manifestants défilèrent sans autorisation dans les rues de Pékin, en réclamant la requalification de la position officielle et en réaffirmant le caractère pacifique et légitime de leurs revendications. Cet élan spontané, rejoint par des universitaires et des intellectuels, donna une ampleur soudaine et irréversible au mouvement démocratique. Zhao Ziyang, alors secrétaire général du Parti, tenta de rétablir le calme en exprimant sa sympathie pour les objectifs de l'action étudiante. Le 4 mai, une manifestation fut organisée. La date était symbolique. 70 ans plus tôt, le 4 mai 1919, 4 000 étudiants et professeurs s'étaient déjà mobilisés sur la place Tiananmen pour réclamer la démocratie. Les étudiants de 1989 attendirent, dans une ambiance apaisée, le retrait de la qualification officielle et l'amorce d'un dialogue. En vain.

12 MAI : LA GRÈVE DE LA FAIM

Craignant que leurs revendications restent lettre morte, une partie des étudiants décidèrent d'entamer une grève de la faim. Plus de 3 000 personnes y prirent part en campant sur la place Tiananmen. Le gouvernement demeura impassible. À l'inverse, l'ensemble de la population commença à soutenir la jeunesse chinoise de plus en plus structurée et organisée⁽⁶⁾. Des étudiants de province, des Pékinois, des journalistes et des intellectuels rejoignirent le mouvement pacifique. Un vent de liberté soufflait lorsque le mouvement atteignit son paroxysme entre le 14 et le 19 mai : des centaines de milliers de manifestants défilaient chaque jour dans Pékin.

6. Entretien du 5 septembre 2007 avec Wang Longmeng (étudiant au Conservatoire de théâtre de Pékin, exilé en France) : les étudiants ont créé leur propre service de sécurité, leur service de ravitaillement, leur imprimerie et leur trésorerie.



Mai 1989 : manifestation pacifique sur la place Tiananmen.

La Chine fut paralysée. La police avait déserté les rues. La plupart des entreprises et des usines avaient fermé. Certains dissidents chinois considèrent, aujourd'hui, que ce retrait des autorités fut stratégique et devait servir à laisser les citoyens tomber dans l'indiscipline afin de justifier la répression ⁽⁷⁾. Mais la conviction du Parti, selon laquelle la rigueur est le bouclier du chaos, fut mise à mal, car aucun incident n'éclata à Pékin.

..... LES MOUVEMENTS PARALLÈLES EN PROVINCE

Les informations en provenance de Pékin, à la fin du mois d'avril, avaient rapidement circulé dans les provinces chinoises, amplifiant le mouvement contestataire dans toutes les grandes villes de Chine. Les ouvriers rejoignirent les étudiants dans leurs actions, mettant en cause la corruption du régime, et protestant contre l'inflation, le chômage et le luxe dans lequel vivaient les cadres du Parti. Cependant, le mouvement fut moins pacifique en province, donnant lieu, par exemple, à des pillages et des incendies à Xi'an et à Changsha. Les bureaux des gouvernements provinciaux furent attaqués.

Après le 4 mai, les manifestations provinciales se calmèrent temporairement dans l'attente d'une réaction du gouvernement à Pékin. Les images des grévistes de la faim de Tiananmen,

7. Entretien avec Cai Chongguo du 6 juillet 2007.

diffusées dans la presse et retransmises par la télévision, contribuèrent à ranimer le mouvement en province. De nombreux provinciaux gagnèrent Pékin et la place Tiananmen, devenue le théâtre central du mouvement démocratique. En parallèle, d'autres manifestations de plus faible envergure continuaient à s'organiser dans le reste du pays. Les actions ciblaient essentiellement les transports en bloquant ou en détruisant les voies de communication. À Wuhan, le pont principal fut bloqué, des *sit in* et des grèves de la faim furent organisés⁸. Le dialogue entre les autorités et le peuple fut pourtant plus facile à mettre en œuvre à l'extérieur de Pékin. Toutefois, en soutien aux Pékinois, les manifestants de province refusèrent de cesser leur mouvement.

20 MAI : LA PROCLAMATION DE LA LOI MARTIALE

La venue de Mikhaïl Gorbatchev à Pékin, du 15 mai au 18 mai, précipita les événements. Cette visite historique suscita un espoir au sein des étudiants, qui pensaient que Gorbatchev aurait une influence sur le Parti communiste chinois.

Suivie par de nombreux journalistes étrangers, elle permit également aux étudiants de se rendre visibles aux yeux du monde. Forcées de déplacer la cérémonie d'accueil, initialement prévue sur la place Tiananmen, à l'aéroport, les autorités prirent conscience de l'ampleur et de la résistance du mouvement.

Pour autant, les dirigeants chinois étaient partagés sur la politique à suivre face à ce mouvement démocratique. La faction conservatrice du Parti, regroupant des responsables militaires, désirait une mise au pas autoritaire des manifestants. La faction réformiste, autour de Zhao Ziyang, secrétaire général du Parti, prônait une solution négociée et pacifique. Tout au long du mois de mai, les contacts s'étaient succédé avec les meneurs du mouvement. Le 19 mai, Zhao Ziyang fit une apparition publique sur la place Tiananmen. Il appela à une résolution négociée de la crise, en demandant

8. Entretien avec Cai Chongguo du 6 juillet 2007 (Cai Chongguo est originaire de Wuhan).



19 mai 1989 : Zhao Ziyang sur la place Tiananmen.

aux manifestants d'arrêter leur grève de la faim et d'évacuer les lieux. Le mouvement estudiantin fut persuadé qu'une solution était imminente.

Le jour même de son discours, Zhao Ziyang fut mis en minorité au sein du Parti par les partisans de la ligne dure, puis limogé et assigné à résidence. Ses collaborateurs tombèrent en disgrâce. Dans la nuit du 19 au 20 mai, la loi martiale fut décrétée à Pékin et la répression commença.

4 juin 1989 : le massacre de Tiananmen

LA RÉPRESSION SANGLANTE DU MOUVEMENT DÉMOCRATIQUE

200 000 soldats de l'armée prirent position autour de la capitale. Les Pékinois dressèrent un barrage aux portes de la capitale. L'armée recula. Les manifestants profitèrent du manque de vivres des soldats pour les nourrir et leur expliquer leurs revendications. Les soldats comprirent que leur cible n'était pas une poignée d'insurgés mais le peuple dans son ensemble. Le 25 mai, les troupes, bloquées par des murs humains, reçurent l'ordre de se replier.

Le temps fut suspendu pendant cinq jours, au cours desquels la foule pensa avoir gagné. Une statue de la déesse de la démocratie, clin d'œil à la statue de la Liberté à New York, fut érigée sur la place Tiananmen. La foule se rassembla autour de ce nouveau symbole.

26 mai 1989 : Wang Dan, un des leaders du mouvement, s'adresse à la foule sur la place Tiananmen.



Mais la répression sanglante du mouvement s'abattit.

De nouvelles troupes reçurent l'ordre de nettoyer la place Tiananmen. Le 2 juin, l'armée entra dans Pékin. Dans l'après-midi du 3 juin, des centaines de blindés furent déployés dans la ville. Les étudiants non armés tentèrent de s'y opposer en formant des barricades à l'aide de bus et de camions.

Dans la nuit du 3 au 4 juin, en se dirigeant vers Tiananmen, les soldats tiraient à la mitrailleuse sur toutes les personnes qui s'interposaient. Des combats eurent lieu dans tous les quartiers de Pékin. Les attaques les plus violentes se déroulèrent dans le quartier de Muxidi.

Jusqu'au dernier moment, les manifestants n'imaginèrent pas que les soldats pourraient tirer à bout portant sur le peuple. Zhang Boli, un des leaders de la grève de la faim sur la place Tiananmen témoigne : « [Un de mes amis] revenait des combats [...]. Il a attrapé un micro et a crié : "Mes amis, ils ouvrent le feu maintenant !! Ils tirent réellement, avec de vraies balles !!". Je ne pouvais le croire, personne ne le croyait⁽⁹⁾. »

Les combats se poursuivirent jusqu'à ce que l'armée atteigne la place, écrasant avec ses chars les manifestants restés sous les tentes. « *Les lumières de la place Tiananmen se sont éteintes. Nous étions tous autour du Monument des Héros quand elles se sont rallumées. Nous avons vu les chars à l'intérieur de la place, certains roulant sur des tentes d'étudiants* », raconte Ma Shao-fang, un ancien manifestant de Tiananmen⁽¹⁰⁾.

9. *Taipei soir*, « Tiananmen : 18 ans après », 8 juin 2007.

10. *Taipei soir*, « Tiananmen : 18 ans après », 8 juin 2007.

Les personnes présentes évacuèrent la place et se dispersèrent dans les rues avoisinantes où les tirs continuaient.

Les hôpitaux débordaient de blessés. Le docteur Jiang Yanyong, chirurgien pendant le massacre, a témoigné de son expérience parlant à la fois de l'insuffisance du personnel hospitalier face au flot de blessés, des balles à fragmentation qui avaient mutilé les corps, de l'épuisement des réserves de sang, de l'impossibilité de sauver de nombreuses vies, et des troupes qui s'étaient rendues à l'hôpital après minuit, empêchant les nouveaux arrivants de se faire soigner.



Des victimes dans les rues de Pékin au lendemain de la répression.

Les jours suivants, des combats sporadiques se produisirent dans Pékin. La répression du mouvement et des purges sévères s'étendirent à tout le pays.

Le silence retomba sur la Chine au prix de milliers de victimes.

Le nombre exact de morts et de blessés est inconnu. Encore aujourd'hui. Les enquêtes, notamment dans les hôpitaux, ont été entravées par l'armée. Le gouvernement chinois a établi un bilan officiel de 300 morts dont seulement vingt-trois étudiants. Les sources occidentales et la Croix-Rouge chinoise parlent de 1 000 à 3 000 morts pour la seule capitale, dont une majorité d'étudiants. Les chiffres ne comptabilisent pas les nombreux décès survenus les mois suivants à cause des blessures subies, ni les victimes en province où la répression s'est propagée au mois de juin.

LE REGARD DU MONDE EXTÉRIEUR

Au cours du printemps 1989, des manifestations de soutien aux étudiants chinois ont eu lieu partout dans le monde. Cependant, ni les médias, ni les autorités politiques étrangères n'avaient anticipé le drame du 4 juin.

• LE POIDS DES MÉDIAS ÉTRANGERS

La presse étrangère a servi de caisse de résonance en relayant les messages des manifestants en Chine et à travers le monde. La médiatisation du mouvement a contribué à son ampleur. La *BBC* et *Voice of America* étaient écoutés quotidiennement au printemps 1989 à travers la Chine.

Paradoxalement, les médias ont à la fois retardé et facilité la répression. Les manifestants ont occidentalisé leurs moyens d'expression avec des manifestations gigantesques et des grèves de la faim, cherchant à atteindre le public chinois et étranger. Les autorités savaient que les événements étaient observés à l'étranger, ce qui a pu retarder la décision d'une répression violente. Mais cette immunité des manifestants n'a été que provisoire.

Les journalistes ont aussi involontairement aidé les arrestations et la répression. En filmant les manifestants à visage découvert, ils ont permis à la police d'identifier les personnes présentes et ont contribué aux arrestations massives qui ont suivi.

• LES RÉACTIONS DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

Au cours du printemps 1989, des manifestations populaires dans le monde entier avaient exprimé leur soutien au mouvement démocratique en Chine. L'opinion publique internationale condamna la répression violente du gouvernement chinois.

Après l'intervention du 4 juin, le gouvernement chinois a été vivement critiqué par la communauté internationale, et des mesures de rétorsion ont été prises à son encontre. Les États-Unis ont cessé toute coopération militaire.



4 juin 1989, manifestation à Lisbonne.

La France a gelé ses relations avec la Chine. En soutien aux victimes, beaucoup d'États occidentaux ont accueilli des dissidents en exil. L'URSS, quant à elle, a tenu ses distances en invoquant la non-ingérence dans les affaires intérieures de la Chine.

Le 27 juin 1989, le Conseil de l'Union européenne a sévèrement condamné la répression en sanctionnant la Chine par un embargo sur les armes.

Aujourd'hui encore, l'Union européenne maintient sa décision. Mais la Chine fait pression sur les États européens, qui souhaitent commercer avec elle, afin qu'ils lèvent l'embargo. Les intérêts économiques de ces pays prévalent de plus en plus souvent sur les droits de l'Homme face à un marché chinois juteux. Pékin cherche à les convaincre que Tiananmen appartient au passé. Malheureusement ce temps est loin d'être révolu.



Une répression continue depuis 1989

- p. 27** ● La répression sans relâche des dissidents politiques de 1989 à aujourd'hui
- p. 31** ● Les camps de travail : torture et exploitation économique
- p. 35** ● L'instrumentalisation des libérations

L'élan démocratique du printemps 1989 a mis à mal l'idéologie officielle et a déstabilisé le Parti communiste chinois. Afin de récupérer son contrôle sur la population, le Parti s'est lancé dans une politique répressive sévère. Celle-ci ne s'est jamais arrêtée, empêchant toute nouvelle expression publique d'une revendication démocratique. Vingt ans après les événements, cette répression continue de viser les anciens dissidents de Tiananmen et les personnes qui souhaitent rétablir la vérité sur Tiananmen. Les acteurs passés et présents de Tiananmen sont régulièrement arrêtés et condamnés arbitrairement. Nombreux sont ceux qui ont été envoyés dans des camps de rééducation par le travail.

La répression sans relâche des dissidents politiques de 1989 à aujourd'hui

Les autorités affirment qu'il n'y a pas de prisonniers politiques en Chine. La loi a longtemps préféré le terme « *contre-révolutionnaires* ⁽¹¹⁾ », et privilégie aujourd'hui celui de personnes « *mettant en danger la sécurité de l'État* » ou menant des « *activités de subversion du pouvoir de l'État* ». Ces infractions, définies de manière vague, accompagnées du non-respect des droits de la défense et de l'absence des garanties procédurales fondamentales, ont permis d'arrêter et de condamner

11. Le code pénal chinois définissait les infractions contre-révolutionnaires comme tout acte « commis dans le but de renverser le régime politique de la dictature du prolétariat et le système socialiste ». Ce crime a été aboli en 1997.

arbitrairement un nombre considérable de militants politiques et de personnes liées aux événements de Tiananmen ⁽¹²⁾.

LE RÈGNE DE L'ARBITRAIRE AU LENDEMAIN DU 4 JUIN 1989

Après les événements de juin 1989, la délation et les archives des médias ont permis aux autorités d'identifier rapidement les meneurs du mouvement. Des milliers d'étudiants, d'ouvriers et d'intellectuels ont été arrêtés. À l'époque, les autorités chinoises ont fait état de plus de 4 000 arrestations, ce qui laisse supposer que le chiffre réel a été beaucoup plus élevé.

Parmi les personnes arrêtées, certaines se sont vu proposer le choix du repentir, consistant pour le dissident à s'auto-accuser d'activité subversive et à formuler des excuses publiques. La plupart des manifestants ont refusé de renier leurs idéaux. Pour un ancien manifestant : « *Revenir en arrière, c'était renier sa vie* ⁽¹³⁾. » À partir du moment où les étudiants avaient obtenu le soutien du peuple, ils s'étaient sentis légitimés dans leur intervention.

L'arbitraire a régné au lendemain du 4 juin 1989. Les détentions au secret, la torture et les traitements cruels, inhumains ou dégradants se sont multipliés. Zhou Min, ouvrier arrêté en juin 1989 à Changsha (province du Hunan), au plus fort de la répression, a été battu et torturé, pendant un an, avec des matraques électriques, alors qu'il était incarcéré au centre de détention n° 1 de Changsha. Les sévices ont altéré ses facultés mentales de manière irréversible.

Les procès ont été iniques. La Cour suprême populaire, se conformant à des instructions des autorités politiques, a imposé aux tribunaux de « *juger sans attendre* » ceux qui avaient « *créé l'agitation sociale* » et de les condamner sévèrement. Beaucoup ont été accusés de crimes passibles de la peine de mort. Des milliers de militants politiques ont été jugés et exécutés sommairement. Il est cependant impossible d'en connaître le nombre exact.

12. Ceux qui soutiennent les prisonniers ou qui militent pour la reconnaissance du massacre sont aussi considérés comme des dissidents politiques et subissent le même sort que les manifestants de 1989.

13. Entretien du 5 septembre 2007 avec Wang Longmeng.



Image issue d'un reportage diffusé à la télévision nationale chinoise, lors d'un procès au tribunal de Shanghai qui a condamné à mort, le 6 juin 1989, trois hommes pour leur participation aux « émeutes menées contre le gouvernement ».

..... VINGT ANS DE RÉPRESSION

Les anciens manifestants ont continué à être réprimés et pourchassés après 1989.

Nombreux sont ceux qui ont été victimes de discriminations ou de harcèlement, en raison de leur participation passée au mouvement démocratique. Après avoir purgé leur peine, la plupart des étudiants ont été empêchés de reprendre leurs études. Un des leaders du mouvement, Jiang Qisheng, à sa sortie de dix-huit mois de détention, a été expulsé de l'université où il suivait un doctorat.

Certains manifestants, qui ont été condamnés à de lourdes peines, sont libérés aujourd'hui, après vingt ans de prison. Leur santé est souvent très dégradée. Leur étiquette politique leur rend la vie extrêmement difficile. La loi constitutionnelle chinoise prévoit que ces dissidents politiques condamnés n'ont pas de droits « *d'expression, de réunion, de manifestation, d'association* », et ne peuvent « *élire, ni être élu* ». Ils ne peuvent pas être fonctionnaires. Pour se déplacer, ils doivent se déclarer aux autorités. Enfin, ils ont interdiction de donner des interviews à des médias.

Beaucoup ont décidé de cesser toute activité militante et de ne plus s'exprimer sur Tiananmen. Certains restent malgré tout victimes de la répression du régime. À sa libération de prison après une peine de trois ans, Zhang Ming a cessé toute action politique et a même changé de nom. Il a monté une entreprise florissante à Shanghai. Mais, pour avoir refusé de revoir sa position politique et ne pas avoir publiquement regretté sa participation aux événements de 1989, il a été arrêté en 2002. En 2003, il a été arbitrairement condamné à sept ans de prison et aurait été torturé en détention.

D'autres ont osé continuer leur combat politique, malgré le harcèlement subi. Ma Shaofang, ancien étudiant en cinéma avant 1989, a continué son engagement malgré le harcèlement constant de la sécurité publique. Dans les années 1990, il a critiqué la situation des droits de l'Homme en Chine et demandé l'abolition des camps de travail, la libération de prisonniers politiques et des compensations pour les victimes du 4 juin. Il a, par la suite, été dans l'impossibilité de gérer son entreprise à cause du harcèlement policier qui cherchait à faire fuir sa clientèle et à l'empêcher d'obtenir des prêts bancaires.

D'anciens dissidents ont été arrêtés pour avoir voulu commémorer le massacre de Tiananmen. En 1992, Hu Shigen a été arrêté pour avoir voulu organiser une cérémonie du souvenir à l'occasion du 4 juin. Il a été jugé pour « *crimes contre-révolutionnaires* » et condamné à vingt ans d'emprisonnement. Il a fait l'objet de mauvais traitements, de malnutrition et n'a pas bénéficié de soins médicaux pendant sa détention. En 2005, Hu Shigen a reçu la visite du rapporteur spécial des Nations unies sur la torture. La même année, le groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire a considéré que sa détention était arbitraire. Il a alors obtenu plusieurs réductions de peine, qui ont permis sa remise en liberté le 26 août 2008 (deux jours après la clôture des Jeux olympiques), après avoir purgé seize années de prison. Il demeure privé de ses droits politiques jusqu'en 2013. En 1999, Jiang Qisheng avait appelé, dans une pétition, à une commémoration pacifique du dixième anniversaire du massacre de Tiananmen. Il a été arrêté et condamné, en 2000, pour « *tentative et incitation à la subversion* ». Yang Tao, un signataire de cette pétition, a été arrêté en 1999 et inculpé pour subversion. Faute d'éléments pour le condamner sur ce motif, il a finalement été accusé de fraude fiscale et, en 2003, condamné à quatre ans de prison.

En 2008, à l'heure des Jeux olympiques de Pékin, l'athlète Fang Zheng s'est vu notifier une interdiction de participer aux compétitions paralympiques, malgré ses deux records nationaux de lancer de disque. Il est handicapé depuis le matin du 4 juin 1989. Alors qu'il essayait de sauver ses camarades, ses deux

jambes ont été écrasées par un char sur la place Tiananmen. Probablement parce que son accident était susceptible rappeler aux sportifs et au public l'existence du massacre, le gouvernement a interdit sa participation. Une circulaire a exclu des Jeux olympiques en 2008 plusieurs catégories de personnes, notamment les personnes devenues handicapées à la suite du mouvement de 1989, les proches de manifestants tués pendant la répression, les dissidents de Tiananmen qui ont été condamnés, ainsi que leurs familles. Selon la circulaire, ces personnes pouvaient « *mettre en danger la société* ».

Les camps de travail : torture et exploitation économique

« *Le jour où le mot laogai apparaîtra dans les dictionnaires du monde aux côtés des mots camps de concentration et goulag, je pourrai mourir en paix* ⁽¹⁴⁾. »

Harry Wu, ancien prisonnier d'un laogai

Tout ce qui touche aux camps de rééducation par le travail ou laogai, relève du secret d'État. Inspiré des goulags soviétiques, il s'agit d'un réseau de camps de travail, créé sous Mao Zedong, qui servait à intimider, contrôler et éliminer les opposants politiques.

Au lendemain de la répression de 1989, les manifestants ont été massivement transférés dans des laogai. Vingt ans plus tard, des dissidents de Tiananmen y sont toujours détenus alors même que le crime politique d'« *activité contre-révolutionnaire* », pour lequel beaucoup ont été condamnés, a été supprimé de la loi chinoise en 1997.

Ce système de détention est toujours très répandu aujourd'hui. Des peines de rééducation par le travail sont ré-

14. Zenith, Le laogai est pire que le goulag, affirme un Chinois qui a survécu à dix-neuf ans de détention, 8 octobre 2006, disponible au lien suivant : <http://zenit.org/article13784?l=french>.

gulièrement prononcées par les tribunaux chinois, notamment à l'encontre d'opposants politiques et de dissidents. Cependant les objectifs du système ont évolué. Les autorités chinoises ont constaté qu'au-delà du redressement idéologique, les détenus des laogai constituaient une force de travail inépuisable et gratuite pour l'économie chinoise. Les autorités refusent ainsi de supprimer ou de réformer le système pour des motifs tant politiques qu'économiques.

Il n'existe aucun chiffre exact du nombre de personnes détenues dans ces camps. La Laogai Research Foundation, fondée par Harry Wu, ancien détenu chinois qui a passé dix-neuf ans dans un laogai, estime qu'il y aurait entre quatre et six millions de prisonniers.

En décembre 2008, le Comité des Nations unies contre la torture a déploré un usage toujours largement répandu et routinier de la torture et des mauvais traitements en Chine. Les informations sur les conditions de détention sont extrêmement difficiles à obtenir, d'autant plus dans les laogai. Même le rapporteur spécial des Nations unies sur la torture a fait état de difficultés pour mener à bien sa dernière mission en Chine en 2005. Dans les conclusions de son rapport, il s'est dit particulièrement inquiet s'agissant des infractions politiques et du système de détention administrative dit de « *rééducation par le travail* »⁽¹⁵⁾. Il a affirmé que la torture était une pratique répandue et a qualifié la détention en laogai de « *peine ou traitement inhumain ou dégradant* »⁽¹⁶⁾. À la fin de l'année 2008, le Comité des Nations unies contre la torture a exigé de la Chine l'abolition immédiate de toutes les formes d'internement administratif, y compris le système de rééducation par le travail.

DE LA RÉÉDUCATION DE LA PENSÉE À UNE ÉCONOMIE D'ESCLAVAGE

La doctrine initiale justifiant les camps de travail consistait à dire que le labeur allait permettre au dissident de changer son idéologie, reprendre foi en son Parti et collaborer avec lui. Le

15. Rapport du rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, Manfred Nowak — Mission en Chine § 10-12 (E/CN.4/2006/6/Add.6) (2006).

16. Id. p. 2.

criminel envoyé en camp devait ainsi devenir un « *homme socialiste nouveau* ». Le préalable obligatoire de la réforme de la pensée suit les principes suivants : « *Reconnais tes crimes et tes fautes* » et « *Soumets-toi à tes supérieurs et à la loi* ». À l'origine, le travail manuel s'ajoutait à un endoctrinement politique par le biais de cours de propagande quotidiens. Cet aspect s'est effacé rapidement, lorsque le Parti a perçu l'intérêt économique du travail forcé. Un ministre de la Sécurité publique déclarait dans les années cinquante : « *Si les contre-révolutionnaires ne sont pas exécutés tout de suite, ils sont une force de travail que nous pouvons organiser au service de la nation* ⁽¹⁷⁾. »

La productivité des laogai est devenue une règle. Le système carcéral s'est complètement intégré dans l'économie chinoise. Les règlements des laogai prévoient que les détenus doivent « *atteindre ou dépasser les quotas de production* ». Mais s'ils ont « *un mauvais rendement [...] ou nuisent à la productivité* », ils sont « *punis* ⁽¹⁸⁾ ». Les correspondances avec leurs proches ou les visites de leur famille peuvent alors être supprimées. Ils peuvent être privés d'alimentation ou battus ⁽¹⁹⁾. Quant à ceux qui les dépassent, ils se voient attribuer des quotas plus importants. Les journées de travail peuvent durer jusqu'à seize ou dix-huit heures, même si les règlements prévoient que le temps de travail ne peut excéder douze heures. Pour le Parti, la rentabilité est primordiale.

Le camp est organisé sur le même modèle qu'une entreprise concernant les planifications, les financements et les profits. Pour l'extérieur, les camps sont donc des sociétés gérées par l'État. Ils sont d'ailleurs parfois dissimulés derrière des fausses façades d'entreprises.

TORTURE GÉNÉRALISÉE

« *La privation de liberté pour sanctionner l'exercice pacifique de la liberté d'expression, de réunion et de religion, conjuguée aux me-*

17. Renmin Ribao, *Quotidien du Peuple*, 24 mai 1951.

18. *Registre de réforme criminelle*, ministère central de la Justice, bureau du Redressement par le travail, 1986, p 133.

19. Entretien avec Lu Decheng du 12 juin 2007. Voir également un document interne du Parti : « *Méthodes expérimentales de rééducation par le travail* », article 57.

20. Voir le rapport du rapporteur spécial sur la torture, *op.cit.*

sures de rééducation par la coercition, l'humiliation et les châtiements pour pousser les détenus à reconnaître leur culpabilité et altérer leur personnalité jusqu'à briser leur volonté, constitue une forme de peine ou traitement cruel, inhumain ou dégradant ⁽²⁰⁾. »

Les informations récoltées sur les laogai démontrent des conditions de détention extrêmement difficiles et contraires au droit international.

La dureté des conditions de vie peut varier selon les centres de détention et selon le degré de corruption des gardiens. Les locaux peuvent être insalubres, l'alimentation rare, les détenus subir des traitements inhumains. Les conditions diffèrent également selon le statut du détenu : les prisonniers politiques sont traités plus sévèrement que les prisonniers de droit commun.

Selon les Nations unies, la torture est généralisée « *dans le système de justice pénale* ⁽²¹⁾ » en Chine. La Chine est partie à la Convention contre la torture, mais ne l'a pas mise en œuvre. Même si certaines dispositions législatives prohibent des actes de torture et de mauvais traitements, le droit pénal chinois n'interdit pas formellement la torture. Il connaît à la fois de graves lacunes et des dispositions contraires au droit international.

Les punitions corporelles sont récurrentes et variées dans les laogai. Selon Lu Decheng, manifestant de Tiananmen ayant passé dix ans en détention, les prisonniers peuvent être roués de coups, les membres entravés par des chaînes ou des cordes. Ils peuvent être laissés à l'abandon dans des positions douloureuses, suspendus par les mains, parfois en plein soleil. Les tortionnaires affectionnent l'usage de la matraque électrique, notamment sur les parties génitales. Le rapporteur spécial sur la torture a confirmé ces pratiques et a fait état de nombreux autres actes constitutifs de torture. Les gardiens encouragent les prisonniers de droit commun à maltraiter les détenus politiques. Toute révolte est sévèrement réprimée par les gardiens.

21. Comité contre la torture, observations finales de l'examen de la Chine, §13 CAT/C/CHN/CO/4, 12 décembre 2008.

Autre forme de torture : l'isolement dans des cellules à peine plus grandes qu'un cercueil. Harry Wu témoigne : « *La cellule d'isolement de la ferme de Tuanhe mesurait un mètre sur deux, par un mètre de hauteur, elle était en ciment et ne possédait aucune protection contre le froid, ni matelas, ni couverture, ni même paille. Il y avait deux repas par jour constitués d'un bol de gruau de maïs et d'un morceau de carotte salée. [...] Au sortir du cachot, les prisonniers sont tellement affaiblis qu'ils ne peuvent plus marcher tout seuls* »⁽²²⁾, »

Les traitements infligés dans les lieux de détention, notamment dans les laogai, peuvent amener à des décès. Les Nations unies ont dénoncé, en 2008, « *le grand nombre de décès, qui pourraient être liés à des pratiques de la torture ou des mauvais traitements* » dans les lieux privés de liberté. Elles ont également fustigé la Chine sur l'absence d'enquête à la suite de décès en détention⁽²³⁾.

L'instrumentalisation des libérations

Depuis 1989, les États, les organisations internationales et les associations de défense des droits de l'Homme demandent régulièrement la libération de prisonniers politiques. Le nombre de dissidents de Tiananmen toujours emprisonnés depuis 1989 n'est pas connu avec certitude. Seuls certains détenus, qui ont été médiatisés, ont fait l'objet d'appels de la part de la communauté internationale. L'exercice de cette pression donne occasionnellement des résultats mais toujours de manière stratégique pour la Chine. Pékin cherche systématiquement à tirer profit des libérations.

À l'approche d'un événement médiatique, les autorités peuvent ainsi concéder la libération d'un prisonnier pour montrer leur soi-disant bonne volonté d'améliorer les droits de l'Homme. De

22. Harry Wu, *Laogai, Le goulag chinois*, éditions Dagorno, 1992, p 95.

23. Voir les observations du Comité contre la torture, §12, opcit.

nombreux prisonniers de 1989 ont fait office de monnaie d'échange dans les accords bilatéraux entre la Chine et les pays occidentaux. Souvent, le prisonnier libéré, toujours considéré comme un criminel par les autorités ⁽²⁴⁾, quitte le territoire chinois et n'est plus un enjeu dans les négociations. La majorité des dissidents de Tiananmen se sont réfugiés aux États-Unis.

Wei Jingsheng, un des acteurs majeurs de la lutte pour la démocratie, a été l'objet de ce type de négociations. Sa remise en liberté, en 1993, devait jouer en faveur de la Chine pour l'obtention des Jeux olympiques de 2000. La Chine n'ayant pas obtenu ces JO, Wei Jingsheng fut de nouveau arrêté. En 1997, il fut expulsé de Chine, il partit aux États-Unis. La même année, Jiang Zemin, alors président de la République populaire de Chine, fut accueilli avec les honneurs par la Maison Blanche. Wei Jingsheng rappelle avec raison que « *les manœuvres calculatrices ne constituent pas une reconnaissance des droits de l'Homme* ⁽²⁵⁾. » En outre, ce marchandage humain fait oublier les prisonniers anonymes qui croupissent dans l'ombre.

Lu Decheng, dissident de Tiananmen témoigne également de cette instrumentalisation des libérations par la Chine. Il est convaincu que sa libération anticipée, en 1998, a été orchestrée pour masquer l'état de santé d'un de ses camarades, Yu Dongyue, victime de torture, dont la presse étrangère se faisait alors l'écho ⁽²⁶⁾. Néanmoins, la même année, Mary Robinson, Haut Commissaire aux droits de l'Homme, avait exercé une forte influence pour que la Chine améliore la situation des droits de l'Homme et signe des conventions internationales. Il est probable que la libération de Lu Decheng ait fait partie d'un ensemble de signaux que Pékin a envoyés pour donner l'illusion de faire des efforts ⁽²⁷⁾.

24. La plupart du temps, les prisonniers sont relâchés pour des motifs médicaux réels ou fallacieux. Ils gardent un statut de criminel et subissent des restrictions à leurs libertés.

25. *International Herald Tribune*, « End of unsavory traffic in famous prisoners », 21 avril 1998.

26. Entretien avec Lu Decheng du 12 juin 2007.

27. En 1998, la Chine a notamment signé les Pactes internationaux de 1966 relatifs aux droits civils et politiques, ainsi qu'aux droits économiques, sociaux et culturels. Au moment de la rédaction de ce document, elle n'avait pas encore ratifié celui relatif aux droits civils et politiques.

Le combat de la mémoire

p. 39 ● L'effacement des mémoires

p. 47 ● Les gardiens de la mémoire

Depuis 1989, les autorités n'ont jamais revu leur position officielle sur les événements. L'existence du massacre est toujours niée. La machine de propagande et de censure a réussi à imposer une amnésie collective. Des citoyens refusent cependant d'oublier et continuent à défendre la mémoire des dissidents de Tiananmen.

L'effacement des mémoires

Au lendemain du 4 juin 1989, le Parti s'est lancé dans un processus d'effacement des souvenirs. Cette politique va jusqu'à l'interdiction aux familles des victimes de commémorer la mémoire de leurs proches. La vérité de Tiananmen tombe doucement dans l'oubli.

LA MACHINE DE PROPAGANDE

Selon l'histoire officielle en Chine, Tiananmen a été la répression légitime d'une émeute violente contre le gouvernement. Afin de conserver son pouvoir, le Parti communiste a toujours eu tout contrôle sur l'information et sur l'interprétation des grands événements du vingtième siècle.

Le 4 juin 1989, le gouvernement a diffusé une sélection d'images à la télévision d'État, montrant seulement des manifestants pillant des commerces et combattant des soldats. Il a utilisé ces images pour expliquer à la population qu'il

s'agissait de criminels cherchant à déstabiliser le pays. La répression était ainsi justifiée.

Les autorités ont affirmé qu'aucune personne n'avait été tuée sur la place Tiananmen. Certes, la plupart des tueries ont eu lieu dans les rues avoisinantes et le nombre de morts sur la place même a probablement été faible. Comme les Pékinois n'ont pu avoir qu'une connaissance limitée des faits, de par leur propre expérience ou par le témoignage de leurs proches, la communication officielle a fait foi. Après le 4 juin, l'armée a complètement investi la ville, et les habitants ont subi des restrictions dans leurs déplacements pendant plusieurs mois, rendant impossible toute tentative éventuelle d'enquête individuelle.

Les faits, tels qu'établis par la propagande, ont progressivement été intégrés, puis relayés par la société, qui a ainsi elle-même continué à opérer une déconstruction des faits jusqu'à aujourd'hui⁽²⁸⁾.

Le massacre de Tiananmen a été effacé de la mémoire collective et de l'histoire de la Chine. Il ne fait partie d'aucun programme ou manuel scolaires et les professeurs ne l'enseignent pas. Il n'apparaît pas sur Internet en Chine, ni dans aucun journal.

La propagande a permis de reléguer Tiananmen « *aux oubliettes de l'Histoire* »⁽²⁹⁾.

Le système se perpétue aujourd'hui. Pour dissimuler légèrement les apparences, le Département de la propagande du Parti a été rebaptisé Département de la publicité.

Le Parti contrôle l'ensemble des médias (presse, radio et télévision) en prohibant l'indépendance de l'information ou la participation étrangère dans les entreprises de presse.

28. Entretien avec Marie Holzman du 3 juillet 2007.

29. Jean-Philippe Bèjà, *À la recherche d'une ombre chinoise : le mouvement pour la démocratie en Chine, 1919-2004*, p 10, éditions du Seuil, 2004.

Une des principales agences de presse du monde, l'agence chinoise Xinhua (Chine nouvelle), est de plus en plus souvent considérée comme une source crédible d'informations en Occident. Environ un tiers des articles d'information sélectionnés par *Google News* sur l'actualité en Chine proviendraient de cette agence. Pourtant Xinhua est la voix du Parti unique, un élément central du contrôle des médias chinois. Son directeur a un rang de ministre au sein du gouvernement. Les journalistes sont triés sur le volet et régulièrement endoctrinés. Ils produisent des dépêches pour les médias chinois qui donnent le point de vue officiel. Des responsables hiérarchiques, en contact avec les services de la propagande, sont chargés de donner aux informations la dramatisation nécessaire quand il s'agit de dénoncer les ennemis intérieurs ou extérieurs de la Chine. Les informations sensibles sont classifiées « *références intérieures* » et destinées aux seuls dirigeants du Parti.

Le contrôle de l'information passe également par la surveillance et la censure d'Internet.

..... INTERNET : AU CŒUR DE LA CENSURE DE TIANANMEN

En 2009, la Chine compte 300 millions d'internautes. Les échanges ont explosé sur les sites, blogs et forums de discussion. Internet peut apparaître comme un outil de recherche et d'information majeur pour connaître et défendre la mémoire de Tiananmen. C'était sans compter sur l'œil avisé du gouvernement qui a réagi à cet élan de liberté d'expression, un danger pour son pouvoir de contrôle. La Chine a un système de censure sans équivalent dans le monde. Il s'agit du seul pays qui compte des dizaines de milliers de cybercenseurs et de cyberpoliciers. Depuis dix ans, plusieurs centaines d'internautes et de cyberdissidents ont été arrêtés.

• LE CONTRÔLE D'INTERNET

Les autorités bénéficient de toute une série d'outils pour épurer Internet de toute information jugée indésirable pour le pouvoir. En premier lieu, tout ce qui a trait aux événements de 1989.

Un programme de filtrage extrêmement puissant permet de censurer tout mot-clé interdit par le Parti sur les moteurs de recherche, les forums ou dans les courriers électroniques. Les pages Internet contenant les mots associés de près ou de loin à Tiananmen sont rendues inaccessibles. Près de 40 000 cyberpoliciers sont affectés à la surveillance du contenu des sites Internet et du courrier électronique afin de combattre les « *forces étrangères* » qui tentent de « *subvertir la Chine par Internet* ⁽³⁰⁾ ». Chargés d'effacer tous les mots qui ont réussi à passer les filtres, ils cherchent à identifier les auteurs et dressent des listes d'internautes à contrôler.

Les sites Internet, le plus souvent étrangers, peuvent être bloqués en fonction de leur contenu. À l'approche des dates symboliques, comme celle du 4 juin, les blocages s'intensifient. En 2008, à l'approche de la commémoration de Tiananmen, le site internet des Mères de Tiananmen, une organisation de proches des victimes de 1989 (voir « Les gardiens de la mémoire »), a été bloqué. L'année 2008 était d'autant plus sensible que la Chine accueillait les Jeux olympiques. Des milliers de blogs et de sites ont été fermés sans préavis ou bloqués pendant de longues périodes.

Soucieux de ne pas se couper du grand marché chinois et de contrats lucratifs, Yahoo!, Microsoft, Google ou Skype participent à cette censure. Ils ont collecté des informations sur l'identité d'internautes et transmis des messages dits sensibles ou subversifs à Pékin. Les renseignements fournis par ces opérateurs ont été à l'origine d'un certain nombre d'arrestations et de condamnations.

• CYBERDISSIDENT : LA NOUVELLE CIBLE

Les autorités chinoises ont adopté tout un arsenal juridique pour punir les internautes contestataires du Parti. Une critique du Parti communiste publiée sur Internet peut amener son auteur en prison. En 2009, Reporters sans frontières recensait une cinquantaine de cyberdissidents et internautes emprisonnés en Chine.

30. Reporters sans frontières, *Chine, Le livre noir*, p. 85, éditions La découverte, 2004.

Kong Youping a été condamné, en 2004, à quinze ans de prison, pour avoir diffusé des articles et des poèmes sur Internet appelant à un réexamen de Tiananmen. Huang Qi a été condamné, en 2000, à cinq ans de prison pour « *incitation au renversement du pouvoir de l'État* ». Il avait créé un site Internet sur lequel il postait des témoignages de dissidents installés à l'étranger et diffusait des avis de recherche sur les manifestants de Tiananmen et leurs familles. Il a été torturé en prison. Libéré en 2005, il a relancé son site. Mais celui-ci a été à nouveau censuré. Huang Qi a de nouveau été arrêté en juin 2008.

L'affaire concernant le journaliste Shi Tao est certainement la plus médiatique, en raison de l'implication de la société américaine Yahoo ! dans l'arrestation du journaliste. En 2005, Shi Tao a été condamné à dix ans de prison pour « *divulgateion illégale de secrets d'État à l'étranger* ». Il avait diffusé, par courrier électronique, une note interne du Parti, transmise par les autorités à son journal. Celle-ci interdisait aux médias de commémorer l'anniversaire de la répression de 1989. Arrêté, à la suite d'informations transmises par Yahoo! aux autorités chinoises, il a été jugé à huis clos. L'avocat qui l'avait défendu a été suspendu pendant un an.



*Le journaliste
Shi Tao.*

Pour la première fois, l'affaire a pris de l'ampleur lorsque des plaintes ont été déposées contre Yahoo! aux États-Unis, puis lorsque le Congrès américain a décidé d'ouvrir une enquête en 2007 sur le rôle joué par la société. Sous la pression internationale, la société Yahoo! a présenté ses excuses. Un accord amiable a finalement été conclu avec la famille de Shi Tao, et les dirigeants de la société ont accepté de créer un fonds pour les droits de l'Homme destiné à fournir une assistance juridique aux cyberdissidents. Shi Tao demeure emprisonné.

Même si Internet est domptable, il n'est pas encore entièrement contrôlable. Les cyberdissidents peaufinent leurs tac-

tiques de contournement de la censure. Les failles du système laissent encore une petite marge de manœuvre aux cyberdéfenseurs des droits de l'Homme et aux internautes qui continuent à diffuser des informations sur le 4 juin 1989.

L'IMPOSSIBLE COMMÉMORATION

La politique répressive du Parti communiste va jusqu'à priver les familles d'un droit au deuil, en les empêchant, depuis 1989, de commémorer la mémoire de leurs proches tués lors du massacre de Tiananmen.

En juin 1989, afin de récupérer et incinérer les corps, les parents des victimes ont été obligés de mentir sur les causes du décès de leurs enfants. Les militaires avaient ordre d'effacer toute trace de la tragédie. La plupart des familles se sont vu interdire le dépôt des urnes funéraires dans les cimetières. Depuis lors, il leur est interdit d'aller commémorer la mémoire de leurs enfants sur les lieux où ceux-ci ont été tués.

Chaque année, à l'approche des dates commémoratives, qu'il s'agisse du 5 avril (fête des Morts en Chine) ou du 4 juin, les victimes et les militants pour la reconnaissance du massacre sont placés sous haute surveillance. Les assignations à résidence se multiplient. Les conversations téléphoniques et sur Internet sont souvent coupées ou bloquées.

Pour la première fois depuis 1989, Ding Zilin, fondatrice du groupe des Mères de Tiananmen (voir « Les gardiens de la mémoire »), a été autorisée, le 4 juin 2007, à organiser une brève cérémonie avec des proches, là où son fils a été tué. À la veille des Jeux olympiques, Ding Zilin, ainsi que trois autres mères ont pu sortir le 4 juin 2008 et aller se recueillir. Les pressions internationales subies par la Chine en 2008 ont pu inciter les autorités à faire ce geste. Cette avancée positive demeure cependant isolée. Chaque 4 juin, les militants subissent une surveillance accrue. Quelques jours avant la date anniversaire, en 2008, Yin Min, une mère qui a vu son fils se faire tuer en 1989 a été menacé par la police si elle tentait de sortir de chez elle pour aller se recueillir. L'avocat Pu Zhi-

qiang a, quant à lui, tenté, comme chaque année, de se rendre sur la place Tiananmen afin de rendre hommage en silence aux victimes de 1989. Il a été arrêté par la police.

La place Tiananmen est devenue un des lieux les plus sécurisés du pays : caméras, policiers en civil et en uniforme, voies d'accès restreintes par des tunnels.

Hongkong, qui bénéficie d'une autonomie spéciale, est le seul endroit en Chine qui autorise chaque année la commémoration du 4 juin 1989. Cet anniversaire est un événement mobilisateur auquel la ville ne déroge pas, mais qui commence à déranger.



4 juin 2004 : 30 000 Hongkongais commémorent les quinze ans du massacre de Tiananmen.

L'influence croissante de Pékin se fait sentir. Lors des préparatifs du vingtième anniversaire de la répression, le Conseil de l'Union des universités de Hongkong s'est opposé à un projet de distribution de livres revenant sur les événements de Tiananmen, de peur que cette diffusion ne trouble « *l'ordre public* ».

Ces dernières années, l'ex-président du principal parti politique pro-Pékin, à Hongkong, a publiquement nié l'existence du massacre, ce qui a provoqué la colère des citoyens. En 2006, le chef du gouvernement hongkongais avait vivement démenti avoir pris part, en 1989, à un événement de soutien au mouvement démocratique, alors que plusieurs témoignages concordaient en ce sens.

Un décalage progressif apparaît entre le gouvernement hongkongais et sa population, qui défend la mémoire de Tiananmen. Chaque 4 juin, une veille de plusieurs milliers de personnes est organisée. Le 4 juin 2007, plus de 55 000 personnes se sont rassemblées. Une jeune étudiante chinoise, qui assistait au rassemblement pour la première fois, témoignait du fait qu'elle venait de découvrir la vérité sur les événements. Elle ne connaissait jusqu'ici que la position officielle, à savoir que le gouvernement avait tué quelques mauvais éléments afin de rétablir l'ordre. « *J'ai été profondément choquée quand j'ai appris ce qui s'était réellement passé [...] je n'y aurais pas cru, si je n'avais pas lu l'historique sur le mur de la liberté de l'université de Hongkong* ⁽³¹⁾. »

Cet exemple souligne que le drame est constamment menacé de tomber dans l'oubli. Ceux qui se souviennent se taisent sous peine d'être arrêtés et emprisonnés, et les moins de trente ans vivent dans l'ignorance du passé. La célèbre photographie du jeune homme faisant face à une rangée de chars, devenue le symbole de Tiananmen en Occident, ne représente rien pour eux.

31. *Taipei soir*, « Commémoration du 4 juin sur le Pic Victoria », par Gerd Simpson, le 5 juin 2007.

Les gardiens de la mémoire

« À à peine dix-sept ans

Tu as vécu comme un véritable homme

Ton intégrité et ta grandeur humaine

Resteront dans l'histoire et la mémoire éternelle

Tes parents qui t'aiment pour toujours. »

Inscription près de l'urne funéraire de Jiang Jielian, lycéen tué à l'âge de dix-sept ans, d'une balle dans la nuque dans le quartier de Muxidi, à Pékin, dans la nuit du 3 au 4 juin 1989.

En dépit du silence imposé à la société chinoise, des citoyens continuent d'agir. Ils veulent rétablir la vérité sur les faits de Tiananmen et faire reconnaître par les autorités la responsabilité du massacre. Ils cherchent à rendre justice et dignité aux victimes et s'expriment publiquement, au risque d'en payer le prix.

Un ancien soldat, ayant participé à la répression de la place Tiananmen, a disparu, en mars 2009, après avoir publié sur Internet une lettre ouverte adressée à Hu Jintao. Il lui demandait d'« *user de sa sagesse* » pour réexaminer la version officielle des événements. Zhang Shijun, âgé de 20 ans en 1989, était déployé dans une unité qui avait reçu l'ordre de passer à l'offensive dans la nuit du 3 au 4 juin. Interviewé par une agence de presse étrangère, il a raconté sa vision des événements et a évoqué des « *atrocités* » commises par l'armée, sans détailler de peur de représailles. Il indiquait avoir adressé cette lettre au président afin d'inciter d'autres anciens militaires à raconter leur version de la répression et pour rappeler que « *la responsabilité n'est pas seulement celle de l'armée, c'est celle de tous les Chinois.* » Au lendemain de l'interview, Zhang Shijun a été convoqué par une police, qui lui a intimé l'ordre de cesser tout contact avec la presse étrangère. La nuit suivante, des policiers en armes sont venus l'arrêter chez lui. Sa femme est sans nouvelles de lui.



Docteur
Jiang Yanyong

Un ancien hiérarque du Parti communiste a également pris sa plume, à quelques semaines des vingt ans de Tiananmen. Bao Tong est un des survivants de l'équipe réformiste balayée en 1989. Proche de Zhao Ziyang, il s'était opposé à l'envoi de l'armée contre le mouvement pro-démocratique. Il a passé sept ans en prison. Il vient de demander publiquement au régime de lever le tabou du 4 juin 1989.

En 2004, Jiang Yanyong ⁽³²⁾ avait adressé un appel similaire au gouvernement chinois, à l'occasion des quinze ans du massacre. Dans sa lettre ouverte, il témoignait de son expérience de 1989 en tant que chirurgien et avait dénoncé le recours par l'armée à des balles explosives interdites. Après la publication de son appel, il avait été arrêté et contraint à des séances de « *normalisation de la pensée* » afin de lui faire admettre la version officielle des faits. En mars 2009, il a écrit une nouvelle lettre au président Hu Jintao, en demandant des excuses pour son injuste assignation à résidence et une levée de l'interdiction de voyager, mesures qu'il subit depuis sa lettre de 2004.

Qi Zhiyong a perdu sa jambe après s'être fait tirer dessus le 4 juin 1989. Une indemnité lui a été proposée s'il acceptait de se taire et de dire que son handicap résultait d'un accident du travail. Il a refusé. Il a donné plusieurs interviews pour attirer l'attention des médias sur les personnes tuées lors de la répression de 1989 et les répercussions actuelles sur leur famille. Il a été détenu arbitrairement en 2006 pendant cinquante et un jours pour avoir participé à une grève de la faim en soutien à d'autres militants chinois. Il reste aujourd'hui sous étroite surveillance, du fait de ses activités en faveur d'autres victimes devenues, comme lui, handicapées après Tiananmen.

LES MÈRES DE TIANANMEN

Au lendemain de la répression, la mère de Jiang Jielian, ce jeune lycéen de dix-sept ans tué dans la nuit du 3 au 4 juin 1989, n'a pas pu se résoudre à garder le silence. Ding Zilin a décidé de contacter les familles ayant vécu la même tragédie et a

32. Il est devenu une figure nationale en contredisant publiquement, en 2003, les chiffres officiels du gouvernement concernant la propagation du SRAS (Syndrome respiratoire aigu sévère en Chine).

créé les Mères de Tiananmen. Malgré la surveillance policière, son licenciement de son poste de professeur de philosophie à l'université et son expulsion du Parti communiste, elle a persévéré et est devenue un symbole pour la reconnaissance de Tiananmen. Les Mères de Tiananmen sont constituées de 130 femmes engagées à établir et faire connaître la vérité.



*Des mères
de Tiananmen.*

Depuis 1992, elles enquêtent. Elles collectent des informations sur les victimes et tentent d'en dresser une liste précise assortie des circonstances détaillées de leur décès ou de leurs blessures. Ce travail, extrêmement rare en Chine, contribue à un devoir de mémoire indispensable. Les noms des victimes témoignent de la réalité du massacre et sont un garde-fou contre la facilité de la négation historique ⁽³³⁾.

Leur travail est difficile. Elles subissent des intimidations et des menaces. Elles sont régulièrement assignées à résidence et sont constamment placées sous surveillance. Elles sont parfois arrêtées et détenues. En 2004, Ding Zilin et deux autres Mères de Tiananmen, Zhang Xianling et Huang Jinping ont été placées en détention pendant quelques jours. La popularité internationale de Ding Zilin, pressentie pour le prix Nobel de la Paix en 2003, lui donne aujourd'hui une protection relative face aux autorités de Pékin.

33. Entretien avec Marie Holzman du 3 juillet 2007.

Ce n'est pas pour autant que le travail de ces « *mères courage* » en est facilité. Leur association n'a pu établir et documenter précisément que 200 décès et soixante-dix blessés, des chiffres bien éloignés de la réalité. Toutes les informations récoltées demeurent précieuses malgré tout. La liste, qu'elles continuent à établir, demeure le document le plus complet sur les victimes du massacre de Tiananmen, et fait l'objet de publications régulières à Hongkong, même si elle est systématiquement censurée dans le reste du territoire chinois. Ding Zilin, elle-même, rappelait que si elle avait documenté ne serait-ce qu'un seul nom, elle aurait déjà considéré avoir donné un sens à sa vie.

Les Mères de Tiananmen interpellent régulièrement le gouvernement. En mars 2009, comme chaque année, Ding Zilin a écrit aux députés chinois. La longue lettre était intitulée « *Soyez courageux, brisez le tabou, faites face au 4 juin* ». Elle y demande la reconnaissance complète du massacre du 4 juin, des indemnisations et la condamnation des responsables. Dans une interview, Ding Zilin avoue qu'elle a longtemps cru que Deng Xiaopeng (numéro 1 officiel de l'époque), le président Yang Shangkun et l'ex-premier ministre, Li Peng, étaient « *les seuls responsables* » et que « *d'autres au Parti allaient corriger leurs fautes* ». Elle poursuit : « *Au bout de vingt ans, je comprends que c'est le Parti communiste chinois qui a conduit à ce drame. La violence est leur méthode pour gouverner et se maintenir au pouvoir. Leur silence sur ces événements montre qu'ils n'ont pas changé.* ⁽³⁴⁾ »

Les mères gardent en elles l'espoir de la construction d'un mur ou d'un monument à Pékin sur lequel les noms des victimes seraient gravés. Dans une interview, la fondatrice des Mères de Tiananmen disait avoir le courage de continuer à se battre afin d'« *établir un système moral dans lequel le désintérêt pour la valeur de la vie humaine n'existerait plus* ⁽³⁴⁾.»

34. *Libération*, « Vingt ans après, l'interminable deuil des Mères de Tiananmen », 5 mars 2009.

35. Human Rights in China, *Documenting death : Reflections after ten years*, 14 juin 1999.

Ces « *mères courage* » réclament également la libération de tous ceux qui continuent d'être emprisonnés pour leur rôle dans les manifestations de 1989. Elles souhaitent l'arrêt des persécutions contre les victimes du 4 juin, y compris les blessés et les familles des disparus. Elles espèrent un jour obtenir le respect de leur droit à un deuil paisible et public.

Même si, en 2004, un officiel du Parti a rendu visite à Ding Zilin pour lui dire que son combat était vain et que les événements de Tiananmen étaient « *dépassés* », de petits pas sont faits.

Une lueur d'espoir est notamment née lorsque des autorités locales ont versé, en 2006, l'équivalent de 6750 euros d'indemnité à la mère de Zhou Guorong, un garçon de quinze ans, arrêté pour avoir participé aux manifestations pour la démocratie et battu à mort par la police de Chengdu, le 7 juin 1989. Les autorités ont affirmé qu'il s'agissait seulement d'une allocation pour conditions de vie difficiles. Il est possible que d'autres familles aient reçu des sommes similaires. On peut se demander s'il s'agit d'un début de compensation individuelle dissimulée pour la perte d'un proche en 1989.

En 2007, à l'occasion du dix-huitième anniversaire de Tiananmen, un encart, publié dans un journal local de la province du Sichuan, rendait hommage « *aux courageuses mères* » des victimes de Tiananmen. Mais la réaction des autorités n'a pas tardé. Le rédacteur en chef du journal et ses deux adjoints ont été renvoyés immédiatement. Ironie de l'histoire : la personne qui a donné son accord pour la publication de l'article ne connaissait pas l'existence du massacre de Tiananmen.

Certaines Mères de Tiananmen prennent de l'âge (Ding Zilin aura soixante-treize ans en 2009). Bien que leur combat ne perde pas en vigueur, elles ont conscience qu'elles ne seront peut-être plus là pour assister à leur victoire. Il est crucial que l'engagement et le travail des Mères de Tiananmen ainsi que celui de tous les défenseurs de la mémoire de Tiananmen résonnent progressivement dans le monde et obligent le gouvernement de Pékin à reconnaître, enfin, son passé.

CONCLUSION

« Seul un pays qui respecte l'Histoire, assume la responsabilité de son Histoire et gagne la confiance des peuples d'Asie et du monde dans son ensemble peut prendre de plus grandes responsabilités au sein de la communauté internationale ».

Wen Jiabao, Premier ministre de la République populaire de Chine ⁽³⁶⁾

Il appartient bien au gouvernement chinois d'assumer sa propre histoire et de faire face à son passé. Vingt ans après le massacre de Tiananmen, il n'est pas trop tard pour que le parti communiste chinois reconnaisse enfin l'existence du massacre. Cette démarche serait une avancée considérable de la part de Pékin.

En novembre 2008, le Comité des Nations unies contre la torture a ordonné au gouvernement chinois de mener une enquête complète et impartiale sur les événements de 1989. Il l'a exhorté à fournir des renseignements sur les personnes encore détenues depuis cette période et d'en informer les familles. Il lui a demandé de présenter des excuses et d'accorder des réparations appropriées.

36. Extrait d'un discours prononcé à New Delhi le 12 avril 2005.

Pékin a préféré rejeter l'ensemble des observations des Nations unies, en jugeant qu'elles étaient « *fausses et calomnieuses* ». Au lieu de prévenir et réparer les violations des droits de l'Homme commises en Chine, le gouvernement se réfugie systématiquement dans une stratégie de rejet et de négation.

La réaction du régime au rapport du Comité contre la torture ainsi que la nervosité manifestée par le pouvoir à l'approche des vingt ans de Tiananmen ne laissent pas pressentir de changement de politique dans un avenir immédiat.

Cependant, malgré les mesures répressives, la revendication démocratique perdure au sein de la société chinoise. Vingt après les événements de Tiananmen, un véritable manifeste en faveur de la démocratie circule depuis décembre 2008 en Chine. Plus de 300 universitaires, militants des droits de l'Homme, dissidents ou intellectuels, certains appartenant au régime, ont rédigé un texte rendu public, à l'occasion du soixantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme. Ils appellent leurs concitoyens à soutenir dix neuf points en faveur d'un gouvernement démocratique et constitutionnel respectueux des droits de l'Homme. Ils demandent notamment au gouvernement de Pékin la fin du monopole du parti unique, la séparation des pouvoirs et la ratification du Pacte international pour les droits civils et politiques. Ils ont baptisé ce texte Charte 08 en référence à la Charte 77 des dissidents tchécoslovaques.

L'un des premiers signataires du texte, l'écrivain dissident Liu Xiaobo, est détenu au secret depuis le 10 décembre. Plus d'une centaine de signataires ont été interpellés, menacés, convoqués par la police politique, aux quatre coins du pays. Pour autant, la mobilisation continue, en espérant que le régime respectera un jour sa propre devise : « *L'Etat de droit, le peuple d'abord et une société harmonieuse.* »

BIBLIOGRAPHIE ET SOURCES

Ouvrages

- Amnesty International, *Chine, le règne de l'arbitraire*, éditions francophones (1996).
- Jean-Philippe Béja, *À la recherche d'une ombre chinoise : Le mouvement pour la démocratie en Chine, 1919-2004*, éditions du Seuil (2004).
- Jean-Philippe Béja, Michel Bonnin, Alain Peyraube, *Le tremblement de terre de Pékin*, Gallimard (1991).
- Marie-Claire Bergère, *La Chine de 1949 à nos jours*, éditions Armand Colin (2000).
- Zhang Liang, *Les Archives de Tiananmen*, éditions du Félin (2004).
- Zhang Lun, *La vie intellectuelle en Chine depuis la mort de Mao*, éditions Fayard (2003).
- Hu Ping, *À quand la démocratie ? Les illusions de la modernisation*, éditions de l'Aube (2005).
- Harry Wu, *Laogai, Le goulag chinois*, éditions Dagorno (1996).
- Reporters sans Frontières, *Chine, Le livre noir*, éditions La Découverte (2004).

Notes de recherche

- Centre de sociologie européenne, « *Les médias sur la place Tiananmen : acteurs ou voyeurs ?* », par Jacques Andrieu, *Actes de recherche en sciences sociales* (1994/101-102).
- Régis Charpentier, Patrick Decastille, Isabelle Giguet, Isabelle Lampert, Stéphanie Rack, *Les étudiants chinois et la démocratie*, éditions Mémoire Libre (1992).

Documents d'organisations non-gouvernementales

Rapports

- Amnesty International, *Chine : Internet sous le contrôle de l'État* (ASA 17/007/02) novembre 2002.
- Amnesty International, *Chine : L'anniversaire de Tiananmen – pour regarder l'avenir, il faut affronter le passé* (ASA 17/033/2007), juin 2007.
- Amnesty International, *People's Republic of China : briefing for the Committee against torture in advance of their consideration of China's fourth periodic report*, 3-21 November 2008.
- Chinese Human Rights Defenders, *A civil society report on China's implementation of the United Nations Convention against torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment*, October 2008.
- Human Rights in China, *Implementation of the Convention against torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment in the People's Republic of China, A parallel NGO report*, October 2008.
- Human Rights Watch, *China UPR Submission*, September 2008.
- Reporters sans frontières, *Xinhua la plus grande agence de propagande du monde*, octobre 2005.
- Reporters sans frontières, *Chine, Voyage au cœur de la censure d'Internet. Rapport d'enquête*, octobre 2007.

Communiqués de presse

- Amnesty International, China : « Tiananmen anniversary-looking forward means facing up to the past », 1^{er} juin 2007.
- Amnesty International, Chine : « Détention arbitraire-craintes de torture ou de mauvais traitements : Jiang Yanyong », 15 juin 2004.
- International Freedom of Expression Exchange, « Victime de Hackers, le site internet 64tianwang est bloqué », 23 juillet 2007.
- Reporters sans frontières, « Chine : le Chinois Huang Qi, lauréat du prix cyberliberté 2004 », 23 juin 2004.

Revue de Human Rights in China

- *China Rights Forum*, « The real situation in pre-olympics China », par Teng Biao et Hu Jia, in *Inspiring Change* (N°4 -2007).
- *China Rights Forum*, Legal reform and accountability », (No 2- 2007).
- *China Rights Forum*, « Technology and Human Rights » (No 2-2006).
- *China Rights Forum*, « Tiananmen : The Once and Future China », (No 2-2004).
- *China Rights Forum*, Demand Accountability : Support the Tiananmen Mothers (Summer/Fall-2000).
- China Rights Forum, June 4 2008 (No 2-2008).

Documents d'organisations internationales

- Comité contre la torture, 41^e session (3-21 novembre 2008), Observations finales, Chine, CAT/C/CHN/CO/4, 12 décembre 2008.
- Commission des droits de l'Homme, « Rapport de Manfred Nowak », rapporteur spécial des Nations unies sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants — Mission en Chine (E/CN.4/2006/6/Add.6) (2006).
- Conseil de l'Union européenne, Déclaration du 27 juin 1989 relative à un embargo sur les armes.
- Conseil des droits de l'Homme, 4^e session de l'Examen périodique universel, rapport national soumis par la Chine, A/HRC/WG.6/4/CHN/1, 10 novembre 2008.
- Conseil des droits de l'Homme, 4^e session de l'Examen périodique universel, Compilation établie par le Haut-commissariat aux droits de l'Homme, République popu
- Conseil des droits de l'Homme, Rapport périodique universel, Chine, A/HRC/11/25, 3 mars 2009 laire de Chine, A/HRC/WG.6/4/CHN/3, 5 janvier 2009.

Presse et média

- *Le Monde*, « Après les manifestations de Pékin, des émeutes ont eu lieu dans deux villes de province », 25 avril 1989.
- *Le Monde*, « En Chine, trois journalistes licenciés pour avoir publié une publicité saluant les “courageuses mères” des victimes de Tiananmen », 4 juin 2007.
- *lemonde.fr*, « La censure sur Internet : États contre cyberdissidents », 28 août 2007.
- *Taipei soir*, « Tiananmen : 18 ans après », 8 juin 2007.
- *Taipei soir*, « Opposants muselés pour le dix-huitième anniversaire du massacre de Tiananmen », 5 juin 2007.
- *Taipei soir*, « Bataille rangée à propos de Tiananmen », 12 juin 2006
- *Le Figaro*, « En dix ans, la Chine a digéré Hongkong », 26 juin 2007.
- *Libération*, « Vingt ans après, l’interminable deuil des Mères de Tiananmen », le 5 mars 2009.
- *The Guardian*, « Chinese detain soldier who spoke out against Tiananmen Square massacre », 20 mars 2009
- *Le Figaro*, « Tiananmen: ces témoins qui embarrassent Pékin », 24 mars 2009

Sites Internet consultés

- <http://www.laogai.org>, site de la Laogai Research Foundation
- <http://www.64memo.org>, base de données concernant les événements de 1989
- <http://www.ceri-sciences-po.org>, site du Centre d'études et de recherches internationales
- <http://www.ifex.org>, site d'International Freedom for Expression Exchange
- <http://www.hrichina.org>, site de Human Rights in China
- <http://www.rsf.org>, site de Reporters sans frontières
- <http://www.hrw.org>, site de Human Rights Watch
- <http://web.amnesty.org>, site d'Amnesty International

- <http://www.tiananmenmother.org>, site des Mères de Tiananmen
- <http://www.tmc-hk.org>, site de la campagne des Mères de Tiananmen
- <http://museums.cnd.org/China89/890415.html>, site du Virtual Museum of China'89
- http://www.alliance.org.hk/64/6420/?page_id=424, site du Hong Kong Alliance in Support of Patriotic Democratic Movements of China

SOMMAIRE

PRÉFACE	
L'écume de la mémoire, par Marc Zarrouati et Marie Holzman	3
INTRODUCTION	7
L'histoire d'une tragédie	11
<hr/>	
Printemps 1989 : la naissance d'un mouvement démocratique	14
15 avril : le déclenchement du mouvement pacifique	14
26 et 27 avril : l'impact de la position officielle	15
12 mai : la grève de la faim	16
Les mouvements parallèles en province	17
20 mai : la proclamation de la loi martiale	18
4 juin 1989 : le massacre de Tiananmen	19
La répression sanglante du mouvement démocratique	19
Le regard du monde extérieur	22
• Le poids des médias étrangers	22
• Les réactions de la communauté internationale	22
Une répression continue depuis 1989	25
<hr/>	
La répression sans relâche des dissidents politiques de 1989 à aujourd'hui	27
Le règne de l'arbitraire au lendemain du 4 juin 1989	28
Vingt ans de répression	29
Les camps de travail : torture et exploitation économique	31
De la rééducation de la pensée à une économie d'esclavage	32
Torture généralisée	33
L'instrumentalisation des libérations	35

Le combat de la mémoire

37

L'effacement des mémoires	39
La machine de propagande	39
Internet : au cœur de la censure de Tiananmen	41
• Le contrôle d'Internet	41
• Cyberdissident : la nouvelle cible	42
L'impossible commémoration	44
Les gardiens de la mémoire	47
Les mères de Tiananmen	48
CONCLUSION	53
BIBLIOGRAPHIE ET SOURCES	55

.....

ONT CONTRIBUÉ À LA RÉDACTION DE CE RAPPORT :
Aimée Merlandt, Christine Laroque, Éléonore Morel.

ILLUSTRATIONS (PAGES 124) : Brahim-Alexis Pieto.

PHOTOGRAPHIES :

p. 1 : Policiers sur la place Tiananmen, le 1er octobre 2008 © Ian A Holton

(<http://www.flickr.com/people/poelog/>)

p. 7 : DR - p. 15, 17, 23, 29 : © Chinese News Digest Infobase (CND) -

p. 19 : © AFP - p. 20 : © AP/Mark Avery - p. 21 : © AP - p. 43 : DR -

p. 45 : DR - p. 47 : © AP/Hu Jia - p. 48 : © HRIC.

MAQUETTE : Jean-Christophe Faure.

IMPRESSION : Caractères.

RAP 4 / MARS 2008.

RÉÉDITION ACTUALISÉE, MAI 2009.

.....

ACAT France

AGIR. PRIER. VIVRE L'ŒCUMÉNISME

NOTRE ENGAGEMENT

- > Lutter contre la torture
- > Abolir les exécutions capitales
- > Protéger les victimes.
- > Vivre l'œcuménisme.

NOTRE FORCE

- 9 265 adhérents
- 15 000 donateurs
- 40 000 sympathisants
- 400 groupes en France
- Un réseau mondial de 28 ACAT

NOTRE ACTION

- > Mobiliser les chrétiens
- > Sensibiliser le grand public
- > Agir par la force de nos signatures
- > Faire pression sur les gouvernements

PAYS POUR LESQUELS L'ACAT-FRANCE
EST INTERVENUE EN 2008



NOTRE FIERTÉ

- Contribuer chaque année à mettre fin au calvaire de plus de 200 personnes.
- Agir indépendamment de toute pression, de tout préjugé, de toute discrimination.
- Être des chrétiens engagés pour le respect de la dignité humaine.

QUAND L'AMNÉSIE CACHE LA RÉPRESSION

4 juin 1989 : le régime chinois répond à un mouvement démocratique sans précédent par une répression sanglante.

4 juin 2009 : les vingt ans du massacre de la place Tiananmen vont être commémorés à travers le monde, sauf à Pékin, où la répression perdure encore contre les citoyens qui défendent la mémoire de Tiananmen.

Le pouvoir chinois lutte contre l'Histoire en ne parvenant pas à assumer cet épisode tragique. Il ne reconnaît toujours pas l'existence du massacre et préfère mettre en œuvre des moyens considérables pour censurer et réprimer tout ce qui a trait à Tiananmen. La répression déployée en 1989 ne s'est jamais arrêtée. Mais l'amnésie imposée de force à la population par le régime de Pékin a presque réussi à effacer cette période tragique de la mémoire collective en Chine...

Ce rapport, rédigé en 2008, a été actualisé et réédité à l'occasion de la commémoration des vingt ans du massacre de Tiananmen.

TIANANMEN